



Sandro Gozi, La cible, « la politique est souvent injuste et violente... », Ed. Saint-Simon, 2020, 113p.

Le titre de ce livre et son sous-titre est révélateur du fait que Sandro Gozi a été justement la cible de critiques injustes et violentes. En dernier lieu, il a été injustement soupçonné d'espionnage lorsqu'il était au cabinet du Premier ministre français Edouard Philippe. Ce livre lui permet de s'expliquer sur les successives campagnes médiatiques qu'il a subies aussi bien en France qu'en Italie. Mais « ce récit n'est pas celui d'une victime. La victimisation en politique ne me plaît pas et je ne me perçois pas du tout ainsi. »¹ Mais il montre toute l'injustice de ces accusations médiatisées. Il a raison de dire que la politique est souvent injuste et violente.

Son parcours politique est impressionnant. En 1999, il fait partie du cabinet de Romano Prodi, président de la Commission européenne. Il est ensuite député italien à partir de 2006 et réélu plusieurs fois avec des responsabilités au sein du Parlement tournées vers des questions européennes. Il devient, en 2014, secrétaire d'Etat aux affaires européennes et le restera plus de quatre ans. En 2019, il est, en 22^e position, membre de la liste française de la République en marche aux élections européennes. Il deviendra effectivement député européen, le 1^{er} février 2020, après le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Ce choix de se faire élire sur une liste française ne lui vaudra pas que des amis en Italie, mais il correspond profondément à sa personnalité politique et à sa conviction européenne. Comme il le dit lui-même son projet transnational et européen dérange car il casse les schémas établis.

Ce petit livre est effectivement, selon Alain-Beuve-Méry du journal Le Monde, « un plaidoyer pour une patrie européenne » avec un diagnostic assez sévère, mais réaliste. « L'Europe se trouve prisonnière d'un triptyque : nationalisme, immobilisme et myopie. »² Comme ministre italien en charge des affaires européennes, il a pu constater la réalité de ces trois éléments, ce qui rend sa démonstration assez convaincante. Il est aussi confirmé dans ses analyses alors qu'il devient député européen. Il constate les petits jeux politiques au sein du Parlement européen.

Fort de ses constats, il considère qu'il est temps que l'Europe « aborde la question toujours irrésolue de la puissance européenne »³. Les circonstances géopolitiques et sanitaires semblent se prêter à cette évolution. Le moment est venu. La présidence de Donald Trump a quelque sorte révélé l'impuissance européenne, y compris sur les questions de sécurité. L'auteur partage la vision du président Macron sur l'Otan en état de mort cérébrale. La crise sanitaire a révélé une certaine dépendance de l'Europe, au moins dans un premier temps, à l'égard de la Chine et l'Inde dans le domaine des médicaments. Nous devons collectivement prendre conscience que le monde change et que l'intégration européenne s'est trop axée sur une certaine conception de l'économie de marché et de la concurrence libre et non faussée en oubliant justement la question de la puissance. D'autres enjeux apparaissent, ils supposent de nouvelles conceptions du processus d'intégration vers une Europe politique et solidaire.

¹ p.11

² p.39

³ p.63

Pour l'auteur, il faut opérer des changements profonds dans la conception et la réalisation du projet européen, justement autour du concept de puissance : faire de l'euro une vraie devise internationale, mener une politique de concurrence à l'échelle mondiale, concevoir et réaliser une politique industrielle européenne. Il s'agit aussi d'aller vers « une politique de souveraineté : défense des frontières communes, autonomie sanitaire et de production de médicaments, souveraineté alimentaire, énergétique, économique, commerciale scientifique... »⁴ Les ressources européennes doivent plus reposer sur une fiscalité spécifique que sur la forte contribution des Etats membres. La puissance européenne suppose aussi une puissance militaire. Cela montre une ambition fédérale pour l'Europe.

Des signes politiques montrent qu'un nouveau chemin est possible. Le changement de l'Allemagne sur les questions de l'orthodoxie budgétaire est significatif avec l'acceptation d'un plan de relance financé par un emprunt collectif européen. La chancelière Angela Merkel veut enfin laisser dans l'histoire la marque d'une grande européenne. Le président français Emmanuel Macron s'investit fortement sur les questions d'autonomie stratégique européenne. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen veut avoir une démarche géopolitique pour l'Europe.

Ce nouveau chemin politique n'est possible que si les européens ont le sentiment d'appartenir à une « patrie européenne ». La conférence sur l'avenir de l'Europe devrait imaginer des propositions justement pour commencer à construire cette nouvelle Europe. Cette conférence doit être ouverte à la société civile européenne et ne pas « rester un exercice prisonnier des salles et des hémicycles bruxellois. »⁵ La participation démocratique et citoyenne doit être à l'œuvre.

L'auteur suggère aussi de donner une dimension transnationale à la vie politique au travers de listes électorales transnationales. Il propose de s'éloigner du vote à l'unanimité des Etats membres dans les instances européennes pour valoriser la majorité. Cela suppose au moins des modifications des traités, si ce n'est plus. Il semble indispensable de convaincre les Etats et leurs peuples que l'Europe est la voie de notre avenir commun et solidaire dans notre monde qui change vite. Ce petit livre très pédagogique est aussi politiquement très stimulant.

Henri Oberdorff

Professeur émérite de l'Université de Grenoble-Alpes

Président de l'UPEG

le 16 février 2021

⁴ p.79

⁵ p.96